



MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°53-2023-054

PUBLIÉ LE 17 AVRIL 2023

Sommaire

Bureau de la réglementation générale et des élections /

53-2023-04-11-00009 - Arrêté portant agrément de Monsieur Alexis MOTTET en tant que médecin consultant hors commission médicale chargé du contrôle de l'aptitude à la conduite des usagers résidant dans le département de la Mayenne (3 pages)

Page 3

DDT53-service sécurité et éducation routières, bâtiment et habitat-sécurité routière et crise /

53-2023-04-11-00006 - 00206B44C5CF230412123423 (2 pages)

Page 7

Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial /

53-2023-04-17-00001 - 20230417 Arrêté portant délégation de signature en matière administrative générale à Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne (28 pages)

Page 10

53-2023-04-17-00002 - 20230417_Arrêté portant habilitation de représentation de l'Etat, devant les juridictions civiles, pénales et administratives dans le cadre des attributions dévolues à la DDT 53 (4 pages)

Page 39

Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Mayenne /

53-2023-04-11-00007 - 20230411_bzier_retrait agrment national CR (1 page)

Page 44

53-2023-04-11-00008 - 20230411_rubillard_retrait agrment national CR (1 page)

Page 46

Bureau de la réglementation générale et des
élections

53-2023-04-11-00009

Arrêté portant agrément de Monsieur Alexis
MOTTET en tant que médecin consultant hors
commission médicale chargé du contrôle de
l'aptitude à la conduite des usagers résidant dans
le département de la Mayenne



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la citoyenneté

Arrêté portant agrément de Monsieur Alexis MOTTET en tant que médecin consultant hors commission médicale chargé du contrôle de l'aptitude à la conduite des usagers résidant dans le département de la Mayenne

**La préfète,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code de la route et notamment les articles R. 221-10 à R. 221-14, R. 221-19, R. 224-21 à R. 224-23 et R. 226-1 à R. 226-4 ;

Vu l'arrêté du 20 avril 2012 modifié fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2012 modifié relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite ;

Vu l'arrêté du 28 mars 2022 fixant la liste des affections médicales incompatibles ou compatibles avec ou sans aménagements ou restrictions pour l'obtention, le renouvellement ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à la délivrance de permis de conduire de durée de validité limitée ;

Vu l'arrêté du 1^{er} février 2016 modifié fixant le montant des honoraires des médecins agréés pour le contrôle médical de l'aptitude à la conduite ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 février 2023, régulièrement publié, portant délégation de signature à Madame Françoise BRIDE, directrice de la citoyenneté, à Mesdames et Monsieur les chefs de bureau de la direction de la citoyenneté ;

Vu la demande en date du 5 avril 2023, reçue par courriel le 6 avril 2023, de Monsieur Alexis MOTTET, docteur en médecine, d'agrément pour contrôler l'aptitude à la conduite des usagers résidant dans le département de la Mayenne, hors commission médicale ;

Considérant l'absence d'opposition à la délivrance de l'agrément sollicité ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRÊTE :

Article 1 : le docteur Alexis MOTTET dont le cabinet médical est situé : 10 rue Sainte-Anne – 53000 LAVAL, est agréé pour effectuer, dans son cabinet médical privé, le contrôle médical des dossiers instruits par la préfecture de la Mayenne pour :

- les candidats ou conducteurs qui déclarent être atteints d'une infirmité ou d'une affection susceptible d'être incompatible avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à la délivrance d'un permis de conduire à validité limitée (conformément à l'arrêté du 28 mars 2022 visé ci-dessus) ;

- les conducteurs dont l'état physique peut permettre au préfet d'estimer, selon les informations en sa possession qu'il est susceptible d'être incompatible avec le maintien du permis de conduire en application de l'article R221-14 du code de la route ;

46 rue Mazagran, CS 91 507 53015 LAVAL Cedex
Standard : 02 43 01 50 00
www.mayenne.gouv.fr www.service-public.fr

- les candidats au permis de conduire les véhicules des catégories A1, A2, A, B1, B qui ont fait l'objet d'une décision de réforme ou d'exemption temporaire ou définitive ou sont titulaires d'une pension d'invalidité à titre civil ou militaire ;
- les candidats qui ont fait l'objet d'une demande de contrôle médical d'aptitude à la conduite par l'examineur à la suite de constatations faites lors de l'examen du permis de conduire ;
- les candidats aux catégories A et B du permis de conduire atteints d'une incapacité physique incompatible avec l'obtention du permis de conduire ;
- les candidats ou conducteurs titulaires d'un permis de conduire des catégories A ou B délivré pour la conduite de véhicules spécialement aménagés pour tenir compte de leur handicap ;
- les personnes qui souhaitent être dispensées du port de la ceinture de sécurité en application de l'article R412-1 du code de la route ;
- les candidats et les conducteurs titulaires d'un permis de conduire des catégories C1, C1E, C, D1, D1E, D, DE ;
- les titulaires de la catégorie B du permis conduisant des taxis, des voitures de tourisme avec chauffeur, des voitures de remise, des ambulances, des véhicules affectés au ramassage scolaire et des véhicules affectés au transport public des personnes ;
- les titulaires de la catégorie A du permis conduisant des véhicules motorisés à deux ou trois roues utilisés pour le transport à titre onéreux de personnes ;
- les enseignants de la conduite en application de l'article R212-2 du code de la route ;
- les conducteurs ayant fait l'objet d'une mesure portant restriction ou suspension du droit de conduire d'une durée supérieure à un mois pour l'une des infractions prévues au code de la route, autres que celles prévues par les articles L234-1, L234-8, L235-1 et L235-3 ;
- les conducteurs impliqués dans un accident corporel de la circulation routière en application de l'article R221-14 du code de la route ;
- les personnes atteintes d'une des affections prévues par arrêté du ministre chargé des transports qui souhaitent attester de leur état en vue de bénéficier du cadre dérogatoire relatif à la transparence des vitrages des véhicules en application de l'article R316-3 du code de la route et de ses textes d'application.

Article 2 : cet agrément est délivré pour une période de cinq ans.

Il peut être retiré, dans les conditions prévues par l'alinéa IV de l'article 6 de l'arrêté du 31 juillet 2012 modifié, en cas de sanction ordinale, en cas de non-respect de l'obligation de formation continue ou pour tout autre motif. L'activité du médecin ne peut se prolonger au-delà de l'âge de 75 ans.

Article 3 : le médecin indique son avis sur le formulaire prévu à cet effet et intitulé « permis de conduire - avis médical ».

Il émet un avis médical sur l'aptitude, l'aptitude temporaire, l'aptitude avec restrictions d'utilisation du permis ou sur l'inaptitude à la conduite de la personne examinée.

Seul, l'avis d'inaptitude est transmis sans délai au préfet de la Mayenne par le médecin.

S'il estime médicalement nécessaire, le médecin agréé consultant hors commission médicale peut demander au préfet de convoquer la personne examinée devant la commission médicale primaire, dont la compétence est alors substituée à la sienne.

Article 4 : les examens médicaux sont assurés en respectant les règles de la déontologie médicale et en appliquant les dispositions contenues dans l'arrêté du 28 mars 2022 précité.

Article 5 : un médecin agréé ne peut effectuer le contrôle médical d'une personne dont il est le médecin traitant.

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Alexis MOTTET et au président du conseil départemental de l'ordre des médecins de la Mayenne.

Laval, le 11 avril 2023,

Pour la préfète et par délégation,
la directrice de la citoyenneté,

Françoise BRIDE

DDT53-service sécurité et éducation routières,
bâtiment et habitat-sécurité routière et crise

53-2023-04-11-00006

00206B44C5CF230412123423



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Arrêté du **11 AVR. 2023**

portant création du classement du passage à niveau n° 22 bis
pour le vélo-rail de la commune de SAINT-LOUP-DU-GAST

**La préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code des transports,

Vu la loi du 15 juillet 1845 complétée sur la police des chemins de fer,

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire,

Vu le décret n° 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau,

Vu l'arrêté du 18 mars 1991 modifié relatif au classement, à la réglementation et à l'équipement des passages à niveau,

Vu la demande en date du 6 janvier 2023 de la commune de Saint-Loup-du-Gast sollicitant le classement du passage à niveau n° 22 bis accompagné du dossier de classement et de la fiche individuelle,

Vu l'avis favorable du STRMTG en date du 24 janvier 2023,

Considérant que l'ancienne ligne ferroviaire reliant La Chapelle-Anthenaise à Ambrières-les-Vallées reste exploitée exclusivement pour le vélo-rail de la commune de Saint-Loup-du-Gast,

ARRETE :

Article 1 : le passage à niveau n° 22 bis de la ligne de chemin ferroviaire utilisée par le vélo-rail de Saint-Loup-du-Gast est classé conformément aux indications portées sur la fiche individuelle annexée au présent arrêté.

Article 2 : le présent arrêté abroge tous les classements pris en la matière par des arrêtés antérieurs.

Article 3 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la directrice départementale des territoires et le maire de Saint-Loup-du-Gast sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Mayenne.

Marie-Aimée GASPARI

Voies et délais de recours

La présente décision est susceptible de faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication, d'un recours administratif auprès du préfet de la MAYENNE ou du ministre de la Transition écologique et solidaire, ainsi que d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NANTES, 6 allée de l'Île-Gloriette, BP 24111, 44041 NANTES Cedex.

Cité administrative rue Mac Donald BP 23009 53063 LAVAL CEDEX 9
Tel : 02 43 67 87 00 – Fax : 02 43 56 98 84 - Mel : ddt@mayenne.gouv.fr

Fiche individuelle du passage à niveau n° 22 bis

Annexe à l'arrêté préfectoral de classement du

11 AVR. 2023

Ancienne ligne de :

La Chapelle-Anthenaise

à :

Ambrières-les-Vallées

Département :

La Mayenne (53)

Commune :

Saint-Loup-du-Gast

Position kilométrique :

320.216

Désignation de la voie routière

Allée piétonne

Catégorie du PN :

3ème catégorie

Dispositions particulières :

Un panneau « vélos pieds à terre » positionné de part et d'autre de la voie ferrée

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

53-2023-04-17-00001

20230417 Arrêté portant délégation de signature
en matière administrative générale à Mme
Isabelle VALADE, directrice départementale des
territoires de la Mayenne



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial**
Bureau de la coordination interministérielle
et des politiques publiques

Arrêté du 17 AVR. 2023

portant délégation de signature en matière administrative générale à Mme Isabelle VALADE,
directrice départementale des territoires de la Mayenne

**La préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle Calédonie,

Vu le décret n° 2009-1484 du 03 décembre 2009, modifié, relatif aux directions départementales interministérielles,

Vu le décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 relatif aux emplois de direction de l'État,

Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Mayenne,

Vu l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur en date du 10 août 2020 nommant Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne à compter du 24 août 2020,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne,

ARRETE

Article 1^{er} : délégation de signature est donnée à Mme Isabelle VALADE directrice départementale des territoires de la Mayenne, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et de ses compétences, les décisions afférentes aux matières énumérées dans la liste annexée au présent arrêté, à l'exception des circulaires aux maires et présidents d'établissements publics de coopération intercommunale, des correspondances avec les ministres, le président du conseil départemental et le président du conseil régional et des courriers aux organismes d'habitation à loyer modéré (HLM) relatifs aux notifications de programmation du logement social.

Article 2 : Mme Isabelle VALADE directrice départementale des territoires, peut pour l'ensemble des actes référencés, subdéléguer, sous sa responsabilité, sa signature à des fonctionnaires placés sous son autorité. Ces subdélégations seront adressées au préfet pour publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Mayenne.

Article 3 : la signature, les prénom et nom ainsi que la qualité du chef de service délégataire et des fonctionnaires délégataires devront être précédées de la mention suivante :

« Pour la préfète et par délégation ».

Article 4 : Toute disposition contraire au présent arrêté est abrogée

46 RUE MAZAGRAN - CS 91507 – 53015 LAVAL CEDEX
STANDARD : 02 43 01 50 00
www.mayenne.gouv.fr - www.service-public.fr

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne et la directrice départementale des territoires de la Mayenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Mayenne.



Marie-Aimée GASPARI

Annexe à l'arrêté du
portant délégation de signature de Mme Isabelle VALADE,
directrice départementale des territoires de la Mayenne

Actes	Matières	Références à titre indicatif
A	ADMINISTRATION GENERALE	
A I	Gestion des moyens : ensemble des décisions nécessaires à l'organisation et la gestion des moyens en personnels et fonctionnement, et notamment :	
A I.1	Octroi des autorisations d'accomplir un service à temps partiel	Code général de la fonction publique Arrêté du 31 mars 2011 modifié
	- <u>fonctionnaires</u> :	
	- mi-temps de droit pour raisons familiales ;	Décret n° 82-624 du 20/07/1982 modifié
	- exercice des fonctions à temps partiel ;	
	- exercice des fonctions à temps partiel pour donner des soins à son conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.	
	- <u>agents non titulaires de l'État</u> :	Décret n° 86-83 du 17/01/1986 modifié
	- travail à temps partiel.	
	- <u>stagiaires de l'État</u> :	Décret n° 94-874 du 07/10/1994 modifié
	- travail à temps partiel.	
A I.2	Octroi des autorisations d'absence	Arrêté du 31 mars 2011 modifié
	autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical.	Décret n° 82-447 du 28/05/1982
	autorisations spéciales d'absence prévues au chapitre III alinéas 1-1, 1-2, 2-1 et 2-3 de l'instruction n° 7 du 23/03/1950 prise pour l'application du statut de la fonction publique, d'une part, pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels et, d'autre part, pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.	Code général des collectivités territoriales Instruction du 23 mars 1950 pour l'application des dispositions du statut général des fonctionnaires relatives aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence
	autorisations d'absence pour récupérations liées aux horaires variables.	Décret n° 2000-815 du 25/08/2000
	Autorisations spéciales d'absence « enfant malade »	Circulaire n°1475 du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées aux agents publics pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde

	Autorisations d'absence pouvant être accordées à l'occasion des principales fêtes religieuses des différentes confessions	Circulaire du 10 février 2012 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées à l'occasion des principales fêtes religieuses des différentes confessions
	Autorisation spéciale d'absence en raison du décès d'un enfant de l'agent	Article L622-2 code général de la fonction publique
	Autres autorisations spéciales d'absence pour décès d'un autre membre de la famille proche	Article L622-1 du code général de la fonction publique
A I.3	Octroi des divers congés	Arrêté du 31 mars 2011 modifié
	<ul style="list-style-type: none"> - <u>fonctionnaires</u> : - congés annuels (dont congés bonifiés); - congés pour maternité ou adoption ; - congés de paternité en cas de naissance ou d'adoption - congé pour naissance d'un enfant ; - congés de formation professionnelle ; - congés pour formation syndicale ; - congés pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives de plein air, légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement de cadres et animateurs ; - congé de solidarité familiale ; - congés de présence parentale ; - Congé de proche aidant - congé pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle; - congés de représentation ; - Congés des agents candidats ou élus à un mandat parlementaire ou local ; 	<p>Code général de la fonction publique Décret n° 2005-1237 du 28/09/2005 Circulaire FP/4 n°1864 du 09/08/95 et loi n°84-16 article 34-5° du 11/01/84</p> <p>Code général de la fonction publique Art. L215-2 du Code de l'action sociale et des familles et Instruction du 23 mars 1950 relative aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence des fonctionnaires</p> <p>Décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat.</p> <p>Code général de la fonction publique</p> <p>Article L 3142-54 du code du travail et suivants</p> <p>Code général de la fonction publique (L633-1 et suivants) Code général de la fonction publique (L632-1 et suivants)</p> <p>Code général de la fonction publique (articles L634-1 et suivants)</p> <p>Circulaire du 2 août 2005 relative à l'emploi d'agents publics au sein de la réserve militaire art 34 11° de la loi de 1984</p> <p>Décret n° 2005-1237 du 28/09/2005</p> <p>Article L3142-79 à article L3142-88 du Code du travail</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - <u>stagiaires de l'État</u> : 	Décret n° 94-874 du 07/10/1994 modifié

	<ul style="list-style-type: none"> - congés annuels ; - congés pour raisons personnelles ou familiales ; 	Arrêté du 31 mars 2011 modifié
	<ul style="list-style-type: none"> - <u>agents non titulaires de l'État</u> : - congés annuels ; - Congés de repos au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail - congés de formation syndicale ; - congés de formation professionnelle ; - congés pour formation de cadres t d'animateurs pour la jeunesse ; - congés pour bilan de compétence - congés pour validation des acquis de l'expérience - congés de représentation - Congés non rémunérés pour raisons familiale ou personnelles - congé maternité - congé paternité - congé accueil de l'enfant ou adoption - congé de solidarité familiale ; - congés de présence parentale ; - congé de proche aidant - Autorisation spéciale d'absence en raison du décès d'un enfant de l'agent - Autres autorisations spéciales d'absence pour décès d'un autre membre de la famille proche 	Décret n° 86-83 du 17/01/1986 modifié Code général de la fonction publique
A 1.4	Affectations	
	- Supprimé	
	décisions qui entraînent ou n'entraînent pas un changement de résidence pour les personnels de catégorie C du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement (personnel à gestion locale ou déconcentrée).	
A 1.5	Réintégration des fonctionnaires, stagiaires, agents non titulaires	Arrêté du 31 mars 2011

	lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine dans les cas suivants :	
	au terme d'une période de travail à temps partiel ;	Décret n° 86-442 du 14/03/1986
A I.6	Recrutement d'un agent contractuel de droit public dans les conditions prévues par les articles 4,6,6 quater, 6 quinquies, 6 sexies et 7 bis de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, pour les contrats d'une durée inférieure ou égale à trois ans et leurs avenants qui respectent les référentiels de rémunération mis en œuvre dans le cadre des arrêtés ministériels pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Licenciement durant la période d'essai pour les contrats mentionnés au même item A.I.6 Autorisation de prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge pour les contrats mentionnés au même item A.I.6.	Articles L. 332-2,L. 332-3,L. 332-6,L. 332-7,L. 332-22, L. 332-28 et L. 332-24, L. 332-25, L. 332-26 et L. 332-28 du code général de la fonction publique Arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles
A I.7	Intérim décision chargeant de l'intérim les fonctionnaires de catégorie B et les fonctionnaires de catégorie A dans la limite où cet intérim doit être assuré en sus des fonctions normales de l'agent, c'est-à-dire : -sans modification de son affectation organique principale ; -dans la mesure où il concerne un poste effectivement vacant à l'organigramme.	
A I.8	Corps des dessinateurs, des agents administratifs et des adjoints administratifs du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer ensemble des décisions de recrutement et de gestion à l'exception des décisions suivantes : -établissement des tableaux d'avancement et des listes d'aptitudes ; -octroi des congés qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur ; - détachement lorsque celui-ci doit être prononcé par arrêté interministériel ou après l'accord d'un ou de plusieurs ministres ; - mise en position hors cadres et mise à disposition ; - recrutement sur contrat de travailleurs handicapés (loi n° 87-517 du 10/07/1987).	Arrêté du 04/04/1990 Décret n°2006-1760 du 23 décembre 2006 Décret n° 70-606 du 02/07/1970 modifié
A I.9	supprimé	
A I.10	Nomination et gestion des agents d'exploitation des TPE et des chefs d'équipe d'exploitation des TPE (routes/bases aériennes)	Décret n° 91-393 du 25/04/1991 modifié
A I.11	Supprimé	
A I.12	Décisions prononçant, en matière disciplinaire, les sanctions des 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} groupes et pour insuffisance professionnelle en ce	Code général de la fonction

	qui concerne les personnels à gestion déconcentrée	publique
A I.13	Décisions prononçant la cessation progressive d'activité des fonctionnaires à gestion déconcentrée	Décret n° 95-179 du 20/02/1995 Loi n° 2003-775 du 21/08/2003
A I.14	Ordres de missions -ordres de missions internationaux. -ordres de missions sur le territoire national : • pour la participation à des actions de formation ; • pour l'exercice des autres activités du service.	Décret n° 86-416 du 12/03/1986 Décret n° 90-437 du 28/05/1990
A I.15	Attribution et gestion des postes relevant de la nouvelle bonification indiciaire - décisions prononçant les emplois éligibles à la NBI et le nombre de points attribués à chacun d'eux. - décisions individuelles portant attribution des points aux titulaires des postes mentionnés dans l'arrêté déterminant les postes éligibles.	Décrets n° 2001-1161 et n° 2001-1162 du 07/12/2001 Arrêtés du 07/12/2001
A I.16	Constatation et liquidation des droits des victimes d'accidents de travail	Loi n° 46-2426 du 30/10/1946 Décret n° 72-154 du 24/02/1972 modifié
A I.17	Décisions individuelles relatives au maintien dans l'emploi en cas d'exercice du droit de grève	Loi n° 63-777 du 31/07/1963 Circulaire du 03/03/1965 Note du ministère de l'environnement et du cadre de vie du 26/01/1981
A I.18	Mise à disposition des fonctionnaires et agents non-titulaires mise à disposition de droit des fonctionnaires et des agents non-titulaires de l'État, à titre individuel, pour les services ou parties de services qui participent à l'exercice des compétences de l'État transférées aux collectivités territoriales.	Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, article 105 Loi n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret n° 2006-666 du 06/06/2006
A I.19	Décision prononçant le détachement sans limitation de durée décision prononçant le détachement sans limitation de durée des fonctionnaires de l'État auprès d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales.	Décret n°2005-1785 du 30 décembre 2005 relatif au détachement sans limitation de durée de fonctionnaires de l'État en application de l'article 109 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment son article 2 (1°) Arrêté du 16 mars 2007 portant déconcentration des actes de détachement sans limitation de durée

A I.20	Actes de commissionnement permettant d'exercer des contrôles à l'intérieur du département dans les domaines de l'urbanisme, de l'environnement et de l'habitat	Art L. 480-1 du code de l'urbanisme et arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles
A I. 21	Autorisation d'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activité	Décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique
A.II	Gestion du patrimoine : les actes de gestion du patrimoine mobilier et immobilier des services, délégation pour signature des pièces relatives à l'engagement de l'État	
A III	Affaires foncières	
	tous les actes incombant à l'expropriant, dans le cadre de la mise en œuvre et de la poursuite de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains au profit de l'État, à l'exclusion des arrêtés d'ouverture de l'enquête, de déclaration d'utilité publique, de cessibilité ou de création de servitude.	Code de l'expropriation pour utilité publique
AMÉNAGEMENT ET PLANIFICATION		
B I	Documents de planification	
	porter à connaissance des CC, PLU et SCOT.	Articles. L132-2 et R. 132-1 du code de l'urbanisme
B II	Zone d'Aménagement Différé	Articles L. 212-1 à L 212-5 et R 212-1 à R 212-6 du code de l'urbanisme
B II.1	- supprimé	
B II.2	Transmission des copies au maire, au conseil supérieur du notariat, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près des tribunaux de grande instance.	Articles R212-2 et R. 212-2.1 du code de l'urbanisme
B III	Contrôle de légalité des actes d'urbanisme	
B III.1	Courriers de demande de pièces complémentaires en matière de contrôle de légalité des actes d'urbanisme dans le département	Article L.2131-1 et suivants du code général des collectivités territoriales
B III.2	Certificats de non-recours relatifs au contrôle de légalité des actes d'urbanisme dans le département	
B III.3	Accusé de réception, par tous moyens, des documents d'urbanisme transmis au contrôle de légalité	

APPLICATION DU DROIT DES SOLS		
C I	Autorisations d'urbanisme : (dont lotissements pour les permis d'aménager et les déclarations préalables)	
C I.1	Permis de construire, d'aménager ou de démolir, et déclaration préalable, dans le cas d'une « compétence préfet », c'est-à-dire dans les cas listés aux articles L422-2 et R 422-2 <i>nota 1: En cas de désaccord entre le maire et le responsable du service de l'État dans le département chargé de l'instruction mentionné à l'article R. 423-16 (le directeur départemental des territoires), le préfet est seul compétent. Il ne peut pas déléguer sa signature au responsable du service de l'État dans le département chargé de l'instruction ou à ses subordonnés.</i>	Articles L. 422-1 et L. 422-2 du code de l'urbanisme Articles R. 422-1 et R. 422-2 du code de l'urbanisme
C I.1-1	décisions sur permis de construire, d'aménager ou de démolir, et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable dans le cas d'une « compétence préfet ».	
C I.1-2	demande de pièces complémentaires.	Article R. 423-38 du code de l'urbanisme
C I.1-3	notification de majoration des délais d'instruction d'un permis.	Article R. 423-42 du code de l'urbanisme
C I.1-4	modification de la date limite fixée pour la décision.	Article R. 423-42 du code de l'urbanisme
C I.1-5	délivrance du certificat d'urbanisme ou de permis de construire tacite ou de non- opposition à déclaration préalable.	Article R. 424-13 du code de l'urbanisme
C I-2	Certificat d'urbanisme , dans les cas de « compétence préfet » listés au C-I-1.	
C I-2-1	délivrance du certificat d'urbanisme	Article R. 410-11 du code de l'urbanisme Article R. 422-2 du code de l'urbanisme
C I-3	Achèvement de travaux, dans les cas de « compétence préfet » listés au C-I-1.	Article R. 422-2 du code de l'urbanisme
C I-3-1	décision de contestation de conformité de travaux.	Article R. 462-6 du code de l'urbanisme
C I-3-2	mise en demeure de déposer un dossier modificatif ou de mettre en conformité les travaux avec l'autorisation accordée.	Article R. 462-9 du code de l'urbanisme
C II	Divers dans les cas de « compétence préfet » listés au C-I-1.	
C II-1	Décision pour les immeubles de grande hauteur au sens de l'article L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation dans les conditions prévues à l'article R. 425-14 du code de l'urbanisme	Articles L. 425-2 et R. 425-14 du code de l'urbanisme
C II-2	Décision lorsqu'il est imposé au constructeur le paiement de la participation prévue à l'article L. 332-6 ou au lotisseur l'obligation de participer financièrement aux dépenses d'équipements publics au titre de l'article L. 332-15 du code de l'urbanisme	Articles L. 332-6, L. 332-6-1, L.332-8, L. 332-15 et L. 424-6 du code de l'urbanisme.
C II-3	Décision dans les cas prévus à l'article R. 421-38.8 du code de l'urbanisme si tous les avis sont concordants, sauf si la construction se trouve à l'intérieur d'un site inscrit	Article R. 422-2 d) du code de l'urbanisme
C II-4	Décision de sursis à statuer sur les demandes d'autorisations d'urbanisme pour l'exécution de travaux publics	Articles L. 132-2 et R 132-1 du code de l'urbanisme
C II-5	Attestation de non-retrait et de non-recours concernant les autorisations d'urbanisme délivrées par l'État concernant les installations de production d'énergie renouvelable	
C III	Avis conformes	

C III-1	Avis conforme du préfet sur les demandes de permis ou les déclarations préalables postérieures à une annulation par voie juridictionnelle ou à une abrogation d'une carte communale, d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu, ou à une constatation de leur illégalité par la juridiction administrative ou l'autorité compétente et lorsque cette décision n'a pas pour effet de remettre en vigueur un document d'urbanisme antérieur	Article L.422-6 du code de l'urbanisme
C IV	Contrôle de légalité des actes d'urbanisme	
C IV.1	Courriers de demande de pièces complémentaires en matière de contrôle de légalité des actes d'urbanisme dans le département	Article L.2131-1 et suivants du code général des collectivités territoriales
C IV.2	Certificats de non-recours relatifs au contrôle de légalité des actes d'urbanisme dans le département	
C IV.3	Accusé de réception, par tous moyens, des actes transmis au contrôle de légalité des actes d'urbanisme	
D	FISCALITÉ	
	<i>La délivrance de certificats portant sur l'exonération des droits de mutation à titre gratuit et l'impôt de solidarité sur la fortune</i>	Articles 793 et 885 H du code général des impôts
E	HABITAT-CONSTRUCTION	
E I.	<i>Prime de déménagement et de réinstallation</i>	Articles L. 631-1 et suivants et R. 631-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation
E II	<i>Liquidation et mandatement des primes complémentaires de déménagement</i>	Articles L. 631-1 et suivants et R. 631-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation
E III	<i>Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'État en cas de défaillance du bénéficiaire</i>	Article L. 641-8 du code de la construction et de l'habitation
E IV	<i>Autorisation de transformation et changement d'usage des locaux</i>	Articles L. 631-7 et R. 631-4 du code de la construction et de l'habitation
E V	<i>Décision de maintien et de transfert des prêts relatifs à l'accession à la propriété</i>	Article D. 331-59 du code de la construction et de l'habitation
E VI	<i>Décision d'annulation des prêts relatifs à l'accession à la propriété</i>	Article D. 331-47 du code de la construction et de l'habitation
E VII	<i>Décision favorable à l'octroi des subventions et prêts relatifs au logement locatif social</i>	Article D. 331-6 du code de la construction et de l'habitation
E VIII	<i>Décision de subventions à l'amélioration des logements locatifs sociaux</i>	Article D. 323-5 du code de la construction et de l'habitation
E IX	<i>Décision d'annulation de la décision favorable à l'octroi de subvention ou de prêt relatifs au logement locatif social</i>	Article D. 331-7 du code de la construction et de l'habitation

E X	Autorisation de financement complémentaire pour les organismes HLM (constructions neuves et PALULOS)	
E XI	Signature des conventions conclues entre l'État et le propriétaire bailleur en application des articles L.831-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation	article L.831-1 et s. du code de la construction et de l'habitation
E XII	Décision de prorogation de délais pour déclarer l'achèvement des travaux en cas d'octroi de subventions et de prêts relatifs au logement locatif social	art D331-7 du code de construction et l'habitation
E XIII	Décision de prorogation de délais pour déclarer l'achèvement des travaux en cas d'octroi de prêts relatifs à l'accession à la propriété	R. 331-47 du code de la construction et de l'habitation
E XIV	Autorisation de location dans le cadre d'un prêt relatif à l'accession à la propriété en cas de cessation d'occupation due à des raisons professionnelles ou familiales pour un bail de 6 ans ou le renouvellement d'un bail de 3 ans.	Article R. 331-41(1°) du code de la construction et de l'habitation
EXV	Signature des courriers relatifs au contrôle du respect des règles de construction	Article L.151-1 du code de la construction et de l'habitation
E XVI	Accessibilité : - dérogations accordées pour non respect des règles d'accessibilité des établissements recevant du public, des logements et de la voirie et espace public ; - approbation d'Agendas d'accessibilité programmée (Ad'aP) ainsi que toutes pièces liées à leur instruction, suivi et contrôle ;	Article R.111-18 et suivants et article R.111-19 et suivants du code de la construction et de l'habitation décret n° 2006-1657 du 21 décembre 2006 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics
E XVII	Cession de logements sociaux : Autorisation de vente des logements sociaux	Articles L.443-7 à L443-15-5 et R.443-10 à R.443-17-1 du code de la construction et de l'habitation
F	ENVIRONNEMENT – DÉVELOPPEMENT RURAL	
F I	Développement rural supprimé	
F II	Aménagement foncier (abrogé)	
F III	Mise en valeur des terres incultes arrêtés de constatation de la renonciation ou de la non mise en culture dans les délais prescrits ; décisions de mise en demeure des propriétaires.	Article L. 125-3 du code rural et de la pêche maritime Article L. 125-3 du code rural et de la pêche maritime
F IV	Forêt fixation des seuils de surface en matière de reconstitution après coupe rase ; fixation du seuil de surface en matière de coupe dans les forêts ne présentant pas une des garanties de gestion durable mentionnées à l'article L.124-1 à L.124-3 du code forestier ; fixation de la surface minimum à partir de laquelle une propriété forestière doit être gérée conformément à un plan simple de gestion agréé par le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF);	Article L.124-6 du code forestier Article L.124-5 du code forestier Article R.312-1 du code forestier Article L.342-1 du code forestier et suivant

<p>fixation des seuils en matière de défrichement ;</p> <p>décisions d'autorisation en matière de défrichement :</p> <ul style="list-style-type: none"> -des bois et forêts de collectivités ou personnes morales mentionnées à l'article L. 141-1 du code forestier pour les opérations qui portent sur des superficies inférieures à un hectare ; - portant sur des terrains forestiers de particuliers (y compris ceux parcourus en tout ou partie par un incendie, durant les quinze dernières années précédant l'année de la demande) ; <p>décisions ordonnant la remise en nature de bois d'un terrain en cas de défrichement illicite ;</p> <p>autorisations d'incorporation au domaine forestier de biens vacants et sans maîtres en nature de bois et forêts attribués à l'État ;</p> <p>distractions du régime forestier des terrains de collectivités ou personnes morales mentionnées à l'article L. 141-1 du code forestier pour des superficies inférieures à un hectare ;</p> <p>refus opposés aux demandes de la majorité des assemblées représentatives des membres d'un groupement syndical forestier sollicitant qu'un décret prononce la dissolution du groupement avant l'expiration du temps pour lequel il a été formé ;</p> <p>décisions refusant à une association syndicale de gestion forestière l'adhésion à une société coopérative ;</p> <p>décisions relatives au règlement d'exploitation dans les forêts de protection ;</p> <p>décisions concernant les coupes dans les forêts soumises au régime spécial d'autorisation administrative (RSAA) ;</p> <p>les décisions portant protection de boisements linéaires, haies et plantations d'alignements ;</p>	<p>Article L214-13 du code forestier Article L 341-1 et suivants du code forestier Article L 341-1 et suivants du code forestier</p> <p>Article L 341-9 du code forestier</p> <p>Article 1123-1 du CG3P et suivant</p> <p>Instruction technique DGPE/SDFCB/2015-1044</p> <p>Circulaire du 03/04/2003 DGFAR/SDFB/ C2003-5002</p> <p>Article L233-8 du code forestier</p> <p>Article L337-7 du code forestier</p> <p>Article D332-12 du code forestier article L332-4 du code forestier</p> <p>Arrêté du 18 juin 1973 instituant un régime spécial d'autorisation administrative des coupes de bois en forêt privé</p> <p>Article R-126-36 CRPM</p>
<p>F V Espèces protégées et Natura 2000</p>	
<p>subventions du budget de l'État pour les contrats Natura 2000 et pour les conventions de financement de l'animation des sites Natura 2000 (propositions d'engagement et de désengagement comptable et juridique, proposition de paiement, refus, annulation, modification, transfert, notification etc) ;</p> <p>Tous actes ou correspondances relatifs à l'évaluation des incidences Natura 2000</p> <p>décisions portant autorisation à titre dérogatoire de transfert d'espèces, de destruction d'espèces protégées et/ou de leur habitat ;</p> <p>décisions relatives aux rapports de manquement et de mises en demeure en ce que ces actes relèvent de la compétence du préfet ;</p> <p>actes relatifs à la procédure de transaction pénale dans le domaine</p>	<p>circulaire DNP SDEN n°2004-3 du 24 décembre 2004</p> <p>articles L. 414.1 à L. 414.7 et R. 414-1 à R. 414-29 du Code de l'environnement</p> <p>Article R411-6, et Article L411-2 du code de l'environnement</p> <p>Article L173-12 du code de l'environnement</p>

	<p>des espèces protégées et de Natura 2000 ;</p> <p>Décisions relatives à la capture et au relâcher d'espèces</p> <p>arrêtés autorisant la limitation des grands cormorans ;</p> <p>arrêté fixant la liste des secteurs dans lesquels la présence de la loutre d'Europe et du castor d'Eurasie est avérée.</p>	<p>Articles L411-1 et suivants du code de l'environnement</p> <p>Arrêté du 26 novembre 2010 Fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans</p> <p>Arrêté du 2 septembre 2016 relatif au contrôle par la chasse des populations de certaines espèces non indigènes et fixant, en application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement, la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain</p>
F VI	Chasse et faune sauvage	
	<p>arrêtés généraux, décisions individuelles d'attribution ou de refus, notifications des plans de chasse ;</p> <p>autorisations de chasse en périodes complémentaires</p> <p>arrêtés relatifs aux battues administratives et chasses particulières ;</p> <p>arrêtés de lâchés et de reprises de gibier vivant ;</p> <p>agréments des piégeurs ;</p> <p>autorisations individuelles de l'utilisation des collets ;</p>	<p>Arrêté du 11 février 2020 relatif à la mise en œuvre du plan de chasse et au marquage du gibier</p> <p>Art. R. 424-8 code de l'environnement Article L. 425-6 du code de l'environnement Article L. 427-6 du code de l'environnement ; Articles R. 411-1 à R. 411-14 du code de l'environnement</p> <p>Arrêté du 7 juillet 2006 portant sur l'introduction dans le milieu naturel de grand gibier ou de lapins et sur le prélèvement dans le milieu naturel d'animaux vivants d'espèces dont la chasse est autorisée</p> <p>Arrêté du 29 janvier 2007 fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article L. 427-8 du code de l'environnement.</p> <p>Arrêté du 29 janvier 2007 fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article L. 427-8 du code de l'environnement.</p>

	<p>autorisations de destruction à tir d'espèces nuisibles y compris dans les réserves ;</p> <p>autorisations de détention, transport et utilisation de rapaces pour la chasse au vol ;</p> <p>autorisations de destruction des animaux pouvant causer des atteintes graves à la sécurité aérienne dans les lieux où elle est menacée ;</p> <p>attestation de meutes pour le déterrage et la courre ;</p> <p>arrêtés autorisant l'ouverture d'établissement d'élevage de gibier, de vente ou de transit dont la chasse est autorisée ;</p> <p>arrêtés délivrant le certificat de capacité d'élevage des gibiers dont la chasse est autorisée ;</p> <p>arrêtés concernant l'entraînement de chiens ;</p> <p>fêtes de la chasse avec démonstration de chasse sous terre ou de chasse au chien d'arrêt ;</p> <p>organisations de " field-trials " ou d'épreuves de chasse pour chiens courants ou concours de chasse sous terre ;</p> <p>arrêtés relatifs à la capture définitive de gibier mort à des fins scientifiques ;</p> <p>autorisations de capture de gibier dans les réserves de chasse et de faune sauvage ;</p> <p>autorisations de transport et d'exposition d'espèces protégées naturalisées ;</p> <p>arrêtés autorisant l'emploi des sources lumineuses pour les</p>	<p>Arrêté du 1 août 1986 relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement</p> <p>Circulaire du 17 mai 2005 relative à la détention, transport et utilisation de rapaces pour la chasse au vol</p> <p>Article R427-5</p> <p>Arrêté du 18 mars 1982 relatif à l'exercice de la vénerie</p> <p>Arrêté du 12 décembre 2000 fixant les diplômes et les conditions d'expérience professionnelle requis par l'article R. 413-5 du code de l'environnement pour la délivrance du certificat de capacité pour l'entretien d'animaux d'espèces non domestiques</p> <p>Arrêté du 21 janvier 2005 fixant certaines conditions de réalisation des entraînements, concours et épreuves de chiens de chasse.</p> <p>Article R. 421-23 du code de l'environnement</p> <p>Titre VII du livre I du code de l'environnement</p>
--	---	--

	<p>comptages de gibier ;</p> <p>livrets journaliers des gardes de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) ;</p> <p>arrêtés fixant les dates annuelles d'ouverture et de fermetures des colombiers.</p> <p>décisions relatives aux rapports de manquement et de mises en demeure en ce que ces actes relèvent de la compétence du préfet ;</p> <p>actes relatifs à la procédure de transaction pénale dans le domaine de la chasse et de la faune sauvage.</p> <p>Décisions de capture, prélèvement, garde destruction de spécimens d'espèces mentionnées aux articles L. 411-5 ou L. 411-6 du code de l'environnement</p> <p>arrêtés fixant le barème départemental d'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures ;</p>	<p>Article L.173-12 du code de l'environnement</p> <p>Articles L411-5, L411-6, L411-8, R411-46 et R411-47 du code de l'environnement</p>
F VII	<p>Protection des végétaux</p> <p>arrêtés relatifs à la lutte contre les ennemis des cultures ;</p> <p>agrément des groupements de défense contre les ennemis des cultures ;</p> <p>agrément annuel des entreprises de fumigation.</p>	<p>Arrêté du 30 juillet 1970 lutte obligatoire contre les ennemis des cultures</p> <p>Arrêté du 4 août 1986 relatif aux conditions générales d'emploi de certains fumigants en agriculture et dispositions particulières visant le bromure de méthyle, le phosphore d'hydrogène et l'acide cyanhydrique</p>
G	- POLICE DE L'EAU ET DE LA PÊCHE	
G I	Police de l'eau	
	<p>Instruction des dossiers relatifs aux aménagements connexes liés aux actes d'aménagement foncier rural</p> <p>Déclaration, déclaration d'existence, et modification :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réception des demandes, instruction et délivrance des récépissés, de déclaration, des déclarations d'existence, des demandes de modification de déclaration au titre de la police de l'eau ; - prescriptions particulières pouvant être imposées au déclarant et opposition à déclaration ; - délivrance des actes de déclaration et des déclarations de cessation définitive ou temporaire d'exploitations soumises à autorisation ou déclaration. <p>Autorisation pour les ouvrages, travaux et activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réception, instruction des demandes d'autorisation au titre de la police de l'eau dans sa phase préalable à la procédure d'enquête publique, ainsi que réception et instruction des demandes d'autorisation temporaire, déclaration d'existence soumises au régime de l'autorisation 	<p>Art. R.121-29 du code rural et de la pêche maritime</p> <p>Art. L.214-1 à L.214-11, R.214-32 à R.214-40, R.214-53 du code de l'environnement</p> <p>Pour les dossiers déposés avant le 1^{er} mars 2017 (fin d'instruction) :</p> <p>Décret n° 2014-751 du 1^{er} juillet 2014 portant application de l'ordonnance n° 2014-619 du 12</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - prolongation de l'instruction préalable à l'enquête publique des demandes d'autorisation pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation - prolongation du délai pour prendre une décision à l'issue de la transmission du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, pour les projets soumis à autorisation - notification du projet d'arrêté <p>Délivrance de l'arrêté d'autorisation pour les installations, ouvrages travaux dont la demande n'est pas examinée en CODERST (conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques)</p> <p>Prescriptions complémentaires, modification, renouvellement d'autorisation, transfert de bénéficiaire</p> <p>Réception et instruction des demandes de déclaration d'intérêt général au titre de la police de l'eau, à l'exception de la phase d'enquête publique</p>	<p>juin 2014 (autorisation unique)</p> <p>Pour les dossiers déposés entre le 1^{er} mars et le 30 juin 2017 (au choix du pétitionnaire) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit les articles L.214-1 et suivants et R.214-1 et suivants du code de l'environnement (autorisation classique loi sur l'eau) - soit les articles L.181-1 et suivants, R.181-1 et suivants, D.181-15-1 et suivants du code de l'environnement (autorisation environnementale) <p>Pour les dossiers déposés à compter du 1^{er} juillet 2017 :</p> <p>Art. L.181-1 et suivants, R.181-1 et suivants, D.181-15-1 et suivants et R.214-18-1 du code de l'environnement (autorisation environnementale)</p> <p>Pour les dossiers déposés avant le 1^{er} mars 2017 (fin d'instruction) :</p> <p>Décret n° 2014-751 du 1^{er} juillet 2014 portant application de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 (autorisation unique)</p> <p>Pour les dossiers déposés à compter du 1^{er} mars 2017 :</p> <p>Art. L.181-1 et suivants, R.181-1 et suivants, Art. D.181-15-1 et suivants, R.214-18-1 du code de l'environnement (autorisation environnementale)</p> <p>Art. R.181-45 à R.181-49 code de l'environnement</p> <p>Art. L.211-7, R.214-88, R.214-91, R.214-99, R.214-101 et R.214-102 du code de l'environnement</p> <p>Art. L. 211-5, L.215-7 et R.214-44 du code de l'environnement</p>
--	--	---

	<p>Édiction des arrêtés de mesures d'urgence en cas d'accident, d'incident ou de pollution des eaux, notamment dans les cours d'eau non domaniaux</p> <p>Délivrance, retrait, modification, des agréments des vidangeurs de l'assainissement non collectif et suivi de leur activité.</p> <p>Décisions relatives à la cartographie des cours d'eau</p> <p>Décisions relatives à la continuité écologique</p> <p>Décisions relatives aux droits d'eau</p> <p>Actes relatifs aux conventions conclues entre le parquet la préfecture, l'OFB relatifs à la police judiciaire dans le domaine de l'eau</p> <p>Actes relatifs aux mesures de police administrative (rapports de constatations, mises en demeure)</p> <p>Actes relatifs à la procédure de la transaction pénale dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques</p> <p>Actes relatifs à la procédure de la transaction pénale dans le domaine de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques</p> <p>Décisions individuelles prises en application des articles R.211-80 à R.211-85 du code de l'environnement et des arrêtés préfectoraux pris en application de ces articles (programmes d'action, résorption)</p> <p>Décisions de restriction et d'interdiction de certains usages de l'eau pris en application de l'arrêté cadre relatif à la limitation des usages de l'eau en période d'étiage ainsi que les dérogations s'y référant</p>	<p>Arrêté ministériel du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté ministériel du 3 décembre 2010</p> <p>Art. L.215-71 du code de l'environnement</p> <p>Art. L.214-17 du code de l'environnement</p> <p>Art. L.214-6 du code de l'environnement</p> <p>Protocole d'accord relatif au traitement des atteintes à l'environnement du 9 mars 2016</p> <p>Art. L.171-1 à L.171-12 du code de l'environnement.</p> <p>Art L.173-12 du code de l'environnement</p> <p>Art. L.205-10 et suivant et R.205-3 du code rural</p> <p>Art. R.211-80 à R.211-85 du code de l'environnement</p> <p>Art.R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement</p>
G II	Police de la pêche	
G II.1	Organisation des pêcheurs	
	<p>a) agrément et retrait d'agrément des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA) et des associations départementale agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets (ADAPAEF)</p> <p>b) agrément de l'élection du président et du trésorier des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA) et des associations départementale agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets (ADAPAEF)</p> <p>c) agrément des statuts et modifications statutaires de la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (FDAAPPMA), des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA) et des associations départementale agréée de pêcheurs</p>	<p>Art. L.434-3, R.434-26 du code de l'environnement</p> <p>Art. L.434-3, R.434-27 du code de l'environnement</p> <p>Art. L.434-4, R.434-26 et R.434-29 du code de l'environnement</p>

	amateurs aux engins et aux filets (ADAPAEF)	
	d) élection du conseil d'administration de la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (FDAPPMA)	Art. L.434-4, R.434-32, R.434-32-1 et R.434-32-2 du code de l'environnement
	e) Décision, prise après avis de la fédération départementale de pêche, de versement de l'actif social d'une association agréée de pêche suite à sa dissolution à une ou plusieurs autres AAPMA,	Art. 41 des statuts types prévus par l'arrêté du 16/01/2013 fixant les statuts-types des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique
G II.2	Conditions d'exercice du droit de pêche	
	a) autorisation de capture, de transport ou de vente de poissons à des fins sanitaires, scientifiques, écologiques, notamment pour permettre le sauvetage, le dénombrement, la reproduction, favoriser le repeuplement et remédier aux déséquilibres biologiques	Art. L.436-9 du code de l'environnement
	b) autorisation d'introduction d'espèces non représentées dans les eaux libres	Art. L.432-10, R.432-5 à R.432-8 du code de l'environnement
	c) décisions relatives aux conditions d'exercice et périodes d'ouverture de la pêche :	Art. L.436-5 et R. 436-6 à R. 436-79 du code de l'environnement
	- concours de pêche dans les cours d'eau	- Art. R.436-22 du code de l'environnement
	- pêche en dérogation aux heures d'interdiction (carpe de nuit) (demande ponctuelle)	- Art. R.436-14 du code de l'environnement
	- dérogation à la taille minimale des poissons et écrevisses (demande ponctuelle)	- Art. R.436-19 du code de l'environnement
	- interdictions permanentes et réserves de pêche	- Art. R.436-69 à R.436-72, Art. R.436-73 et R.436-74 du code de l'environnement
	- rétrocession des droits de pêche	- Art. L.435-5, R.435-38 du code de l'environnement
	- décisions relatives à la pêche de l'anguille	- Art. R. 436-65-3 à R.436-65-6 du code de l'environnement
	- décisions relatives aux procédés et modes de pêche	- Art. R.436-23 à R. 436-35 du code de l'environnement
	d) actes relatif au plan départemental de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles	Art. L.433-4 du code de l'environnement
	e) classement des cours d'eau en catégories piscicoles	Art. L.436-5 et R.436-43 du code de l'environnement
	f) mesures particulières de protection du patrimoine piscicole	Art. R 436-8 du code de l'environnement
G II.3	Piscicultures	
	a) autorisations de piscicultures (police de la pêche)	Art. L.431-6 à L.431-8, R.431-1 à R.431-6 du code de l'environnement

	b) classement en catégories piscicoles (1 ^{ère} et 2 ^{ème} catégorie)	Art. L.431-6 à L.431-8, R.431-3 du code de l'environnement
H	<u>INTERVENTION EN MATIÈRE AGRICOLE</u>	
H I	<i>Décisions et arrêtés pris en application de textes communautaires (règlements) et nationaux</i>	
H I.1	Productions végétales	
	<p>organisations communes de marché des céréales, des oléagineux, et des protéagineux ;</p> <p>prime aux protéagineux ;</p> <p>organisations communes de marché des fruits et légumes frais et transformés de la floriculture et du tabac ;</p> <p>paiement à la surface pour les fruits à coques ;</p> <p>mesures spécifiques en faveur des légumineuses à grain ; mesures pour le lin non textile ;</p> <p>aide aux cultures énergétiques.</p> <p>aide à la production de blé dur ;</p> <p>aide à la production de fruits destinés à la transformation ;</p> <p>aide à la production de pomme de terre féculières ;</p> <p>aide à la production de chanvre ;</p> <p>aide à la production de houblon ;</p> <p>aide à la production de semences de graminées ;</p> <p>aide à la production de légumineuses fourragères ;</p> <p>aide à la production de soja ;</p> <p>aide à la production de protéagineux ;</p> <p>aide à la production de légumineuses fourragères destinées à la déshydratation ;</p> <p>aide à la production de semences de légumineuses fourragères ;</p>	
H I.2	Productions animales	
	<p>organisations communes de marché du lait et des produits laitiers (maîtrise de la production de lait) ;</p> <p>organisations communes de marché de la viande bovine ; des viandes ovines et caprines ; de la viande porcine ; de l'aviculture ;</p>	

	<p>organisations communes de marché de l'apiculture ;</p> <p>primes spéciales en faveur des producteurs de viande bovine ; prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (décisions et arrêtés) ; prime à la brebis et à la chèvre ;</p> <p>aides bovines allaitantes ;</p> <p>aides bovines laitières ;</p> <p>aides aux veaux sous la mère et aux veaux issus de l'agriculture biologique ;</p> <p>aides ovines ;</p> <p>aides caprines ;</p>	
H1.3	Paielements non couplés à la production	
	<p>droit à paiement de base ;</p> <p>paiement vert ;</p> <p>paiement redistributif ;</p> <p>paiement jeune agriculteur ;</p>	
H 1.4	Mesures communes	
	<p>systèmes intégrés de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires ;</p> <p>notifications du taux de réduction des aides et de pénalités ;</p> <p>notifications du taux de réduction des aides et de pénalités en application de la conditionnalité des aides ;</p> <p>décisions et arrêtés, concernant les bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;</p> <p>décisions et arrêtés en matière de droits à paiement unique, notamment les actes, décisions et documents pris en application de l'article D. 615-65 du code rural.</p>	
H 1.5	Mesures agro-environnementales :	
	prime au maintien des systèmes d'élevages extensifs.	
H 1.6	Énergies renouvelables	
	Attestations répondant aux conditions d'achat de l'électricité produite par certaines installations utilisant l'énergie radiative du soleil.	Arrêté du 16 mars 2010 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par certaines installations utilisant l'énergie radiative du soleil telles que visées au 3° de l'article 2 du décret n° 2000-1196 du 6 décembre 2000

H II	Décisions (attribution, refus, annulation, déchéance) prises en application du plan de développement rural national (PDRR) et du plan de développement rural hexagonal (PDRH) et du plan de développement rural régional (PDRR) au titre des règlements européens du développement rural (RDR1, RDR2 et RDR3).	
	<p>agréments et retraits d'agrément pour la dotation jeunes agriculteurs ;</p> <p>aides liées aux stages de parrainage des jeunes agriculteurs ;</p> <p>décisions liées au programme pour l'installation et le développement des initiatives locales ;</p> <p>décisions relatives au « Stage 6 mois », préparatoire à l'installation ;</p> <p>financements des prêts bonifiés agricoles, plans d'amélioration matérielle, plans d'investissements ;</p> <p>labellisation et agrément, annulation de labellisation et d'agrément des structures organismes prévus dans le cadre du dispositif « plan de professionnalisation personnalisé », décisions individuelles relatives au « plan de professionnalisation personnalisé » ;</p> <p>les décisions, rapports d'instruction, contrats relatifs aux contrats territoriaux d'exploitation, aux contrats d'agriculture durable et aux autres contrats et mesures agro-environnementales et mesures agro-environnementales et climatiques;</p> <p>préretraite agricole ;</p> <p>cumul activité agricole-retraite ;</p> <p>aides à l'investissement des entreprises de transformation des produits agro-alimentaires ;</p> <p>Prime Herbagère Agro-Environnementale (décisions et arrêtés) ;</p> <p>décisions relatives aux aides pour les bâtiments d'élevage, dans le cadre du cofinancement communautaire et national ;</p> <p>décisions relatives au plan végétal pour l'environnement ;</p> <p>décisions relatives au plan de performance énergétique ;</p> <p>décisions relatives au plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles</p> <p>décisions relatives à l'amélioration de la compétitivité des secteurs agricoles et sylvicoles liée à la transformation à la ferme des produits de la ferme :</p> <ul style="list-style-type: none"> -décisions relatives aux travaux de reboisement -décisions relatives à la desserte forestière 	

	<p>- décisions relatives à l'amélioration de la qualité de la vie en milieu rural et en faveur de la diversification de l'économie rurale.</p> <p>diversification vers des activités non agricoles ;</p> <p>services essentiels pour la population rurale ;</p> <p>préservation et mise en valeur du patrimoine rural : contrats de gestion Natura 2000 ;</p> <p>décisions relatives à la mise en œuvre de LEADER ;</p> <p>mise en œuvre des stratégies locales de développement ;</p> <p>coopération nationale et transnationale (notamment sur le Programme de Développement Rural Hexagonal) ;</p> <p>fonctionnement du groupe d'action local (GAL).</p> <p>Aides liées à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles à la ferme</p>	
H III	Quotas laitiers	
	<p>décisions en matière de transferts de références laitières ;</p> <p>décisions relatives aux sociétés civiles laitières ;</p> <p>décisions relatives au transfert spécifique de référence laitière sans terre ;</p> <p>décisions relatives à l'attribution de références laitières supplémentaires ;</p> <p>décisions relatives aux primes des producteurs s'engageant à cesser l'activité laitière ;</p> <p>décisions relatives aux regroupements d'ateliers laitiers.</p>	
H IV	Structures agricoles	
	<p>décisions relatives au contrôle des structures des exploitations agricoles et à la poursuite de l'activité agricole dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - décisions d'autorisation d'exploiter, - décisions de refus d'autorisation d'exploiter, - mises en demeure de cesser d'exploiter ou de régulariser sa situation ; <p>décisions relatives au statut du fermage ;</p> <p>décisions relatives à l'attribution des aides liées aux Opérations Groupées d'Aménagement Foncier (OGAF).</p>	
H V	Gestion d'aides sur financement national	
	<p>décisions administratives et financières relatives aux « agriculteurs en difficulté » ;</p> <p>décisions relatives à l'indemnité compensatoire à la couverture des sols ;</p> <p>décisions relatives à l'indemnité compensatoire de contrainte</p>	

	<p>environnement ;</p> <p>décisions relatives aux aides pour les bâtiments d'élevage.</p> <p>décisions relatives au programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole et au programme de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage</p> <p>aides aux investissements pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA)</p>	
H VI	Calamités agricoles et aides conjoncturelles	
	<p>décisions prises en application de l'arrêté préfectoral de sinistre ouvrant droit à l'octroi de prêts spéciaux ;</p> <p>décisions prises en application des arrêtés ministériels de reconnaissance au titre des calamités agricoles et portant fixation du pourcentage d'indemnisation ;</p> <p>décisions relatives à la mise en œuvre de mesures conjoncturelles destinées à soutenir l'activité agricole en cas de difficultés particulières.</p>	
H VII	Organismes agricoles	
	<p>octroi de dérogations aux conditions de nationalité fixées par l'article R. 524-1 du code rural pour être membre du conseil d'administration d'une société coopérative agricole agréée par le préfet ;</p> <p>autorisations de répartition entre les associés d'une société coopérative agricole agréée par le préfet du surplus d'actif net après dévolution des réserves indisponibles ;</p> <p>agrément des sociétés d'intérêt collectif agricole, modifications de l'agrément initial, et retraits d'agrément ;</p> <p>autorisations de sortie du statut de société d'intérêt collectif agricole (SICA) ;</p> <p>approbations des dévolutions faites par les SICA à d'autres SICA, coopératives ou unions, établissements ou œuvres d'intérêt général agricole ou rural ;</p> <p>décisions relatives à l'agrément, au fonctionnement et à la dissolution des structures sociétaires suivantes : groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC), coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA), SICA, coopératives si l'agrément relève du niveau départemental ;</p> <p>agrément des établissements d'élevage (EDE) ;</p> <p>agrément des directeurs d'établissement d'élevage ;</p> <p>agrément des programmes départementaux d'identification ;</p> <p>autorisations d'exploitation des centres d'insémination : production</p>	

	<p>et/ou mise en place de la semence ;</p> <p>délivrances du certificat d'aptitude aux fonctions d'inséminateur ;</p> <p>Décisions d'agrément des organismes compétents pour effectuer les missions d'audit global et le suivi technico-économique de l'exploitation agricole</p> <p>octroi de licences d'inséminateur ou de chef de centre d'insémination.</p>	
H VIII	Commissions agricole, dont CDPENAF	
	<p>arrêtés de modification de la composition des commissions ;</p> <p>convocation aux réunions de la commission ;</p> <p>notification du procès verbal de la commission ;</p> <p>Règlement intérieur de la commission</p>	
I	TRANSPORTS	
II	Exploitation- police de la conservation	
I.1.1	Avis préalable à la réglementation temporaire de la circulation lorsque la voie concernée par l'interdiction ou la restriction de circulation est une route départementale classée à grande circulation	Article R.411-8 du code de la route
I.1.2	Avis préalable à la réglementation temporaire de la circulation sur une route départementale non classée à grande circulation lorsque l'interdiction ou la restriction de circulation entraîne une déviation par une route nationale ou une route départementale classée à grande circulation	Article R.411-8 du code de la route
I.1.3	Avis préalable à la réglementation temporaire de la circulation sur une voie communale lorsque l'interdiction ou la restriction de circulation entraîne une déviation par une route nationale ou une route départementale classée à grande circulation	Article R.411-8 du code de la route
I.1.4	Avis préalable à la réglementation permanente de la circulation concernant toutes restrictions de circulation sur route à grande circulation : 1°) en agglomération ; 2°) hors agglomération : routes départementales ou voies communales.	Articles R. 411-1 et suivants, R. 411-8 et R. 413-3 du code de la route
I.1.5	Arrêté portant réglementation temporaire de la circulation sur l'Autoroute A 81 lorsque la sécurité de la circulation routière l'exige	Article R. 411-8 du code de la route
II	Transports routiers pour l'ensemble du réseau (RN - RD - VC)	
II.1	Dérogations préfectorales à titre temporaire aux interdictions de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes.	Arrêté du 16/04/2021 Décret n° 85-891 du 16/08/1985 modifié
II.2	autorisations de circulation des petits trains touristiques.	<p>Arrêté du 02/07/97 modifié</p> <p>Arrêté du 22 janvier 2015 définissant les caractéristiques</p>

		et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs
I II.3	Autorisation accordée aux véhicules assurant la viabilité hivernale sur l'ensemble du réseau routier du département de la Mayenne afin d'utiliser des pneumatiques comportant des dispositifs anti-glissants sur des véhicules de P.T.A.C. supérieur à 3,5 tonnes par dérogation aux prescriptions de l'arrêté du 18 juillet 1985	Article R. 314-3 du code de la route
I II.4	Autorisation accordée à tous services d'urgence, de secours et d'intervention du département de la Mayenne d'utiliser des pneumatiques comportant des dispositifs anti-glissants sur des véhicules de PTAC supérieur à 3,5 tonnes par dérogation aux prescriptions de l'arrêté du 18 juillet 1985, pour effectuer toutes interventions de secours et d'incendie sur l'ensemble du réseau routier du département de la Mayenne	Article R. 314-3 du code de la route
I II.5	- Supprimé	
J	<u>VOIES D'EAU</u>	
I	<i>Police de la navigation</i>	
J I.1	Modification des règlements particuliers de police de la navigation concernant le département de la Mayenne	Articles L.4241-2 et R.4142-66 du code des transports
J I.2	Avis à la batellerie (interruption de navigation, réglementation de la navigation)	Règlement général et particulier de police de la navigation
K	<u>DISTRIBUTIONS D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE</u> (abrogé)	
	-	
L	<u>INGENIERIE PUBLIQUE ET ASSISTANCE CONSEIL AUX COLLECTIVITES</u> (abrogé)	
M	<u>SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET ÉDUCATION ROUTIÈRE</u>	Lettre circulaire du 31-03-03 et circulaire n° 2003-33 du 31-03-03 relatives à la déconcentration de la gestion du service des examens du permis de conduire
M I	<i>Récépissés de dépôt de demande de permis de conduire</i>	Décret n° 2009-1590 du 18/12/2009 relatif à l'apprentissage de la conduite d'un véhicule à moteur et au permis de conduire Arrêté du 22/12/2009 relatif au livret d'apprentissage
M II	<i>Abrogé</i>	

M III	Gestion des auto-écoles (délivrance d'agrément, renouvellement, retrait)	Arrêté modifié du 08/01/2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière
M IV	Délivrance des autorisations d'enseigner	Arrêté modifié du 08/01/2001 relatif à l'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière
M V	Organisation des élections professionnelles tous les trois ans	Décret n°2009-1182 du 05/10/2009 relatif au Conseil supérieur de l'éducation routière et Arrêté du 31 mai 2010 relatif aux élections pour la désignation des représentants de la profession de l'enseignement de la conduite et de la sécurité routière au conseil supérieur de l'éducation routière
M VI	Abrogé	
M. VII	Attribution du label « qualité des formations au sein des écoles de conduite »	Arrêté du 26 février 2018 portant création du label « qualité des formations au sein des écoles de conduite »
N	- DEFENSE	
	Procédure de recensement pour les besoins de la défense et de sécurité des entreprises de travaux publics et de bâtiment, de location de matériel de génie civil, des entreprises de transport routier et de leurs moyens. Délivrance des avis de recensement et avis de radiation.	Article L1338-1 du code de la défense Décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements. Décret n° 2009-1484 du 03/12/2009 relatif aux directions départementales interministérielles circulaire du 03 février 2012
O	- AFFAIRES CONTENTIEUSES	
O I	Représentation de l'État devant le tribunal administratif et les tribunaux répressifs	

O II	<i>Plaintes et avis divers aux tribunaux judiciaires dans les domaines relevant de la compétence de la direction départementale des territoires</i>	
O III	<i>Règlement amiable des dommages matériels causés par l'État à des particuliers</i>	
O IV	<i>Règlement amiable des dommages subis ou causés par l'État en matière d'accident impliquant un véhicule terrestre à moteur</i>	Arrêté du 03/05/2004
O V	<i>Réponse aux recours gracieux contre les décisions visées par la présente délégation</i>	
O VI	<i>Mémoires en défense dans le cadre des contentieux liés aux décisions visées par la présente délégation</i>	
P	- PREVENTION DES RISQUES	
PI	Risques	
	Droit à l'information sur les risques majeurs	Articles L. 125-2 et R. 125-9 à R. 125-14 du code de l'environnement
	Dispositions particulières aux terrains de camping et assimilés	Articles R. 125-15 à R. 125-22 du code de l'environnement
	Information acquéreurs locataires	Articles L. 125-5 et R. 125-23 à R. 125-27 du code de l'environnement
	Plan de prévention des risques technologiques	Articles L. 515-15 à L. 515-26 et R. 515-39 à R. 515-50 du code de l'environnement
	Mesures de sauvegarde des populations menacées par certains risques naturels majeurs : - Procédure d'expropriation des biens exposés à un risque naturel majeur - Fonds de prévention des risques naturels majeurs	Articles L. 561-1 à L. 561-5 et R. 561-1 à R. 561-17 du code de l'environnement
	Plans de prévention des risques naturels prévisibles	Articles L. 562-1 à L. 562-9 et R. 562-1 à R. 562-10 du code de l'environnement
	Autres mesures de prévention : - Prévention du risque sismique - Prévention du risque d'effondrement de cavités souterraines ou de marnières - Prévention du risque d'inondation - Communication de données intéressant la sécurité des personnes	Articles L. 563-1 à L. 563-6 et R. 563-10 à R. 563-20 du code de l'environnement

	et des biens	
	- Schémas de prévention des risques naturels majeurs - Commission départementale des risques naturels majeurs	Articles L. 565-2 et R. 565-1 à R. 565-7 du code de l'environnement
	Évaluation et gestion des risques d'inondation	Articles L. 566-1 à L. 566-13 du code de l'environnement
P II	Déchets du BTP	
	Utilisation déchets inertes à des fins d'aménagement	Articles R. 421-17 et R. 421-23 du code de l'urbanisme
P III	Bruits	
	Classement sonore	Articles L. 571-10 et R. 571-32 à R. 571-43 du code de l'environnement
	Résorption des points noirs bruit	Articles D. 571-53 à D. 571-57 du code de l'environnement
	Lutte contre le bruit des transports aériens	Articles L. 571-11 à L. 571-26 et R. 571-58 à R. 571-90 du code de l'environnement
	Cartes de bruit et plans de prévention du bruit dans l'environnement	Articles L. 572-1 à L. 572-11 et R. 572-1 à R. 572-11 du code de l'environnement
P IV	Publicité	
	Affichage extérieur de publicité	Articles L. 581-1 à L. 581-45 et R. 581-1 à R. 581-88 du code de l'environnement et articles R. 418-1 à R. 418-9 du code de la route
P V	Pollution lumineuse	
	Prévention des nuisances lumineuses	Articles L. 583-1 à L. 583-5 du code de l'environnement

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

53-2023-04-17-00002

20230417_Arrêté portant habilitation de
représentation de l'Etat, devant les juridictions
civiles, pénales et administratives dans le cadre
des attributions dévolues à la DDT 53



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial**
Bureau de la coordination interministérielle
et des politiques publiques

Arrêté du 17 AVR. 2023

portant habilitation de représentation de l'État,
devant les juridictions civiles, pénales et administratives dans le cadre des attributions
dévolues à la direction départementale des territoires de la Mayenne

**La préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de la commande publique,

Vu le code de la consommation,

Vu le code de la construction et de l'habitation,

Vu le code de l'énergie,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le code forestier,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de justice administrative,

Vu le code de procédure pénale,

Vu le code de procédure civile,

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu le code des transports,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié, relatif aux directions départementales
interministérielles,

46 RUE MAZAGRAN - CS 91507 – 53015 LAVAL CEDEX
STANDARD : 02 43 01 50 00
www.mayenne.gouv.fr - www.service-public.fr

Vu le décret n° 2022-832 du 1er juin 2022 relatif aux attributions du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,

Vu le décret n° 2022-840 du 1er juin 2022 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Vu le décret n° 2022-845 du 1er juin 2022 relatif aux attributions du ministre de la transition énergétique,

Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Mayenne,

Vu l'arrêté portant nomination de monsieur Morgan REYNAUD à la direction départementale des territoires de la Mayenne en qualité de responsable de l'unité affaires juridiques et contrôle de légalité,

Vu l'arrêt Pince Christian du conseil d'État en date du 27 février 1995 (requête n° 133928) relatif à la représentation d'une collectivité territoriale par un fonctionnaire de direction départementale de l'équipement agissant dans le cadre d'une convention de mise à disposition,

Considérant qu'il importe d'organiser la représentation de l'État devant les juridictions dans le cadre des attributions dévolues à la direction départementale des territoires de la Mayenne,

Considérant que les modalités de représentation devant les juridictions doivent faire l'objet d'une habilitation administrative eu égard notamment aux règles de déroulement de l'audience devant le juge administratif,

Considérant que la gestion notamment des procédures d'urgence devant les juridictions administratives impose la mise en place d'une délégation de plaidoirie et de réponse immédiate en matière de moyens nouveaux,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne,

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de plaidoirie et mandat permanent de représentation sont consentis, dans la limite des attributions du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, du ministère de la transition énergétique, des mises à disposition interministérielles de services centraux et des services déconcentrés corrélatifs, concerne :

- tous les actes de plaidoirie et présentation des observations écrites et orales prononcées au nom de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise,
- la possibilité de réplique immédiate verbale ou écrite en cas d'apport de moyens nouveaux ou d'informations complémentaires sollicitées par le juge des référés en cours de contradictoire à l'occasion des procédures d'urgence devant les tribunaux administratifs,

- l'apport de toutes observations écrites et orales et pièces administratives dans le cadre des modalités de déroulement des audiences devant le juge administratif,
- l'apport en séance ou en audience d'instruction devant les juridictions administratives, de tous éléments propres à éclairer les débats
- le dépôt, en urgence devant le juge administratif, de documents techniques, cartographiques, photographiques nécessaires à la préservation des intérêts défendus par l'État et toute production avant clôture d'instruction notamment celle prévue à l'article R. 522-8 du code de justice administrative,
- la représentation des collectivités territoriales sous réserve d'une convention de mise à disposition des services de la direction départementale des territoires en matière d'urbanisme, ingénierie publique ou autres, établie entre le représentant de l'État dans le département et l'autorité compétente décentralisée.

Article 2 : La délégation définie à l'article 1 est donnée à monsieur Morgan REYNAUD, responsable de l'unité affaires juridiques et contrôle de légalité à la direction départementale des territoires de la Mayenne.

Article 3 : Un ordre de mission permanent est attribué au fonctionnaire bénéficiaire de ladite délégation pour l'exercice exclusif de cette mission administrative.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne et la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Mayenne.



Marie-Aimée GASPARI

Direction départementale de l'emploi, du travail,
des solidarités et de la protection des
populations de la Mayenne

53-2023-04-11-00007

20230411_bzier_retrait agrment national CR



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations**

**Services vétérinaires
Santé et protection animales**

Arrêté du 11 avril 2023 portant retrait d'un agrément national d'un centre de rassemblement

La préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- VU les articles L. 233-3, L.236-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime ;
- VU les articles R. 231-11, R. 233-3-1 à R.233-3-7 et R.237-2- II du code rural et de la pêche maritime ;
- VU l'arrêté du 16 décembre 2011 relatif aux conditions d'agrément des centres de rassemblement et d'enregistrement des opérateurs commerciaux ;

Considérant l'absence de notification de mouvements dans votre centre de rassemblement sis « Le Haut Ménil » à Chemazé (53200) depuis août 2018 ;

Considérant que les conditions de délivrance d'agrément national d'un centre de rassemblement ne sont plus remplies ;

Sur proposition de monsieur le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Mayenne.

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

L'agrément numéro 53066239R attribué à l'établissement de monsieur Bézier Rémy sis « Le Haut Ménil » à Chemazé (53200) lui appartenant est retiré.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté du 26 décembre 2022 et toutes les dispositions s'y référant.

ARTICLE 3 :

Le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Mayenne est chargé de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à monsieur Bézier Rémy. Cet arrêté sera publié électroniquement sur le site du recueil des actes administratifs.

Pour la préfète, et par délégation,

Le chef du service santé et protection animales,
inspecteur de santé publique vétérinaire

DMV Anne-Laure LEFEBVRE

60, rue Mac Donald – B.P 93007
53063 Laval cedex 9
www.mayenne.gouv.fr et www.service-public.fr

Direction départementale de l'emploi, du travail,
des solidarités et de la protection des
populations de la Mayenne

53-2023-04-11-00008

20230411_rubillard_retrait agrment national CR



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations

Services vétérinaires
Santé et protection animales

Arrêté du 11 avril 2023 portant retrait d'un agrément national d'un centre de rassemblement

La préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU les articles L. 233-3, L.236-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime ;

VU les articles R. 231-11, R. 233-3-1 à R.233-3-7 et R.237-2- II du code rural et de la pêche maritime ;

VU l'arrêté du 16 décembre 2011 relatif aux conditions d'agrément des centres de rassemblement et d'enregistrement des opérateurs commerciaux ;

Considérant l'arrêt d'activité au 28 décembre 2022 de madame Rubillard Colette sis « La Frilouzière » à Louverné (53950) ;

Considérant ainsi que l'agrément 53140162R n'a plus lieu d'être ;

Sur proposition de monsieur le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Mayenne.

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

L'agrément numéro 53140162R attribué à l'établissement de madame Rubillard Colette sis « La Frilouzière » à Louverné (53950) lui appartenant est retiré.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté du 23 octobre 2013 et toutes les dispositions s'y référant.

ARTICLE 3 :

Le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Mayenne est chargé de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à madame Rubillard Colette. Cet arrêté sera publié électroniquement sur le site du recueil des actes administratifs.

Pour la préfète, et par délégation,

Le chef du service santé et protection animales,
inspecteur de santé publique vétérinaire

DMV Anne-Laure LEFEBVRE

60, rue Mac Donald – B.P 93007
53063 Laval cedex 9
www.mayenne.gouv.fr et www.service-public.fr